



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N°134 - Janvier/Février 2006

« Armés de patience, rongés d'impatience »*

Nous redoutions la nomination du Président soudanais à la tête de l'Union Africaine. La sagesse prévalut. Notre joie est atténuée, le nouvel homme fort, le Congolais Brazzaville Sassou Nguesso fut un seigneur de la guerre et un industriel du coup d'État.

Le torchon brûle entre le Président Béchir, son Congrès National et le premier vice-président Salva Kiir du Mouvement de Libération du Soudan (MLPS), censés diriger ensemble le pays. Cela débuta par un léger coup de vent, une campagne de presse au Nord reprocha à Salva Kiir d'avoir ni soutenu la candidature de Béchir pendant le sommet africain, ni défendu la levée des sanctions américaines. Pour cette presse, le rôle de Salva est négatif et celui de Lam Akol, le ministre MLPS des Affaires Étrangères, positif. Certes, totalement dans la ligne du Congrès National, Lam a rendu les rebelles responsables de l'essentiel des catastrophes au Darfour ; selon lui, des sanctions onusiennes mettraient en danger la mise en œuvre de la paix au Sud ; cette mise en œuvre du reste serait très rapide, etc.. C'était à se demander l'intérêt d'avoir des ministres MLPS s'ils ne font que répéter les propos douteux du Congrès National.

Mais les relations allaient se tendre. Le MLPS a menacé de porter devant la Cour Constitutionnelle tous les décrets présidentiels édictés juste avant la formation du gouvernement d'Unité nationale, qui n'ont pas été depuis soumis au Parlement (*Lire VS n°132*). Parmi eux, l'autorisation donnée à la police de tirer sur les civils à discrétion, l'immunité accordée aux Forces Armées, qui s'ajoute à celle des Forces de Sécurité et de la police, et enfin une loi extrêmement restrictive concernant les ONG. Donc un hymne vibrant en faveur des droits de l'homme, peu apprécié du Congrès National.

La crise atteignit son paroxysme quand Salva Kiir explosa ; il se plaignit des lenteurs de la mise en œuvre de la paix, du retard dans la délimitation des frontières ; il protesta contre le faux partage des ressources pétrolières : la production s'élève, selon le ministre du pétrole à 330 000 barils/jour, selon le MLPS à 450 000 barils/jour ; il menaçait de rechercher l'arbitrage de l'IGAD et des Nations Unies, la dernière option, menaçait-il, sera de reprendre la guerre. Il conclut : « Je crois faire partie du gouvernement, que j'ai de l'influence ou non est une autre affaire ». La goutte d'eau qui fit déborder le vase semble être le sabotage par le Congrès National de la réconciliation que, selon l'accord de paix, Salva avait obtenue avec les milices pro gouvernementales SSDF sises au Sud. Khartoum manœuvra leurs membres Nouer pour qu'ils dénoncent l'accord.

Au Darfour, la situation empire de jour en jour. Aux exactions habituelles, s'ajoutent, moins fréquentes, celles de bandits des grands chemins, de déserteurs tchadiens et de la faction des rebelles de l'Armée de Libération du Soudan présidée désormais par Minni Minawi (*lire VS n° 133*). En maints endroits, les humanitaires, en danger, se replient. Un risque de guerre existe entre Soudan et Tchad. Sur ce, la Chambre des Représentants des États-unis refusa 50 millions de dollars pour aider à entretenir la force de l'Union Africaine (UA) destinée à surveiller le cessez-le-feu entre armée gouvernementale et insurgés. Cette décision, ajoutée au fait que si l'UA a agi avec un grand courage, elle a toujours manqué d'argent et de matériel, poussa le Secrétaire Général des NU, Kofi Annan, à demander que les Casques Bleus prennent le relais. Leur financement est obligatoire pour les États, contrairement à celui de l'UA. Il s'agirait d'une force de 22 000 hommes munie d'un mandat vigoureux concernant les droits de l'homme. Les États semblaient manquer d'enthousiasme, les NU sont à leur maximum d'engagement militaire et le Soudan coûte cher : cette année 750 millions de dollars au PAM pour nourrir les affamés ; 465 millions de dollars pour les 65 000 hommes de la force UA ; un montant inconnu pour les 12 000 Casques Bleus de la force de maintien de la paix au Sud etc. ; *last but not least*, des États promirent 4,5 milliards de dollars en 4 ans pour développer le Sud.

Divine surprise, en février, une déclaration unanime du Conseil de Sécurité présidé par les États-unis demande au Secrétaire Général d'initier un plan d'urgence avec l'UA pour une transition vers une opération des NU. L'UA semble faire cause commune à condition, ce qui n'est pas sans conséquences, de diriger l'opération. Le problème majeur reste le Soudan qui n'est pas d'accord ; il redoute, à juste titre, l'extension *de facto* du mandat des Forces à la protection des civils, mais n'utilise pas pour l'instant sa mauvaise foi ubuesque. Pour qu'il garde la face, les États-unis n'utilisent plus le terme génocide mais parlent de « petites attaques ». Des marchandages épineux sont à prévoir. Pour obliger le Soudan à accepter les Casques Bleus, comme pour permettre aux troupes de protéger les civils en recourant si nécessaire à la force, il n'est pas question pour l'instant d'appliquer le chapitre 7 qui exige une Résolution du Conseil de Sécurité. Le veto chinois s'y opposerait. Le Soudan attribue de très nombreux contrats à la Chine qui en échange lui accorde sa protection au Conseil. Avec ces difficultés, la présence des NU au Darfour n'est pas envisagée avant 2007 ; en attendant l'UA devrait poursuivre son œuvre avec plus d'appuis extérieurs. On parle de combiner les forces de l'Union Africaine avec celles des NU et de faire intervenir l'OTAN. La France, qui redoute toujours une domination américaine, préférerait l'Union Européenne.

Bételgeuse

Système idéologique brutal

Le Haut Commissariat pour les Droits de l'homme écrit : «*Les meurtres, les viols et les attaques continuent à arracher à leurs foyers des milliers de citoyens du Darfour. Le gouvernement s'est abstenu de protéger les personnes déplacées et les villageois. Dans certaines attaques il y avait une implication claire du gouvernement, ses troupes combattant côte à côte avec les milices [janjawid]* ». Au Sud Darfour les NU estiment à 70 000 personnes les nouveaux déplacés. La ville et le camp de Mershing ont été attaqués provoquant l'exil de 55 000 personnes. Les fugitifs campent sans abri. Au Nord Darfour les déplacés s'enfuient de leurs camps vers le Tchad, qui n'est guère plus sûr. Selon l'UA, la faction Minni Minawi de l'ALS est responsable d'exactions à l'égard des civils. Les agressions sexuelles ont souvent lieu aux alentours des points d'eau et des latrines. Quinze à vingt mille Darfouriens sont déplacés dans le Bahr el Ghazal.

Le 3 juillet 2004, Kofi Annan avait signé un texte conjoint avec les autorités soudanaises, instituant le déploiement d'observateurs des droits de l'homme. Ils doivent surveiller les lieux de détention ce qui est une mission impossible et suivre les activités de la police et des tribunaux. Ces efforts énormes des NU ont eu peu de résultats. Les viols augmentent. Si jamais un juge veut agir et que le suspect soit un homme en uniforme, il doit demander une autorisation qu'il n'obtient pas. La situation au Gebel Mun où sont les rebelles tchadiens armés est si dangereuse que les humanitaires sont partis.

Le gouvernement soudanais continue de harceler les ONG par l'intermédiaire de la Commission d'aide humanitaire, par exemple en retirant leur permis de voyage et en annulant leurs visas aux organisations qui ne fournissent pas des informations non prévues par les niveaux légaux (Gouvernement britannique).

Derniers jours des Forces AMIS de l'Union Africaine ?

Faute d'argent et d'une continuation de leur mandat, les forces AMIS devraient se retirer en mars. Une solution sera probablement trouvée jusqu'à ce que les NU prennent le relais. Le même mois, le Conseil de sécurité de l'UA devrait donner sa réponse définitive sur ce point. Le gouvernement entrave toujours l'importation et le transport de l'équipement de l'UA (Gouvernement britannique).

Cinq soldats d'AMIS et deux employés civils ont été tués par des inconnus pendant les 4 derniers mois. Après que deux soldats UA soient morts du sida, le gouvernement soudanais veut tester tous les soldats de l'UA ; cela sera fait pas des médecins soudanais, « les derniers tests n'ayant pas été sérieux ». La presse s'est élevée contre l'entrée de femmes dans des tentes de l'UA, appelant à une action énergique à leur rencontre.

Pourparlers de paix Impatience de l'UA et du monde

Briefing du médiateur au CS des NU, Salim Ahmed Salim. Résumé

Après la signature d'une déclaration de principes, à la fin de la 5^{ème} session, les négociations commencèrent. La 6^{ème} session ne put faire grand-chose à cause des divisions parmi les mouvements rebelles

*La commission du **partage des richesses** avec des délégués professionnels de haut rang arriva à des accords sur 90% des points. [Déclaration jugée très optimiste par les observateurs].*

*Mais le **partage du pouvoir** laisse un fossé important dans les positions des deux côtés.*

Le statut du Darfour : Doit-il devenir une seule région ? Pour le gouvernement ce serait après un référendum, pour les rebelles avant. Un référendum retarderait les choses ad infinitum. Les Mouvements exigent un poste de second vice-Président de la République ; ils veulent que les frontières du Darfour soient celles du 1^{er} janvier 1956. Ils demandent [ce qui paraît déraisonnable] que la ville de Khartoum soit contrôlée par les mouvements étant donné l'importance de la population darfouraise dans la capitale]. Les rebelles s'inspirent de l'accord de paix avec le Sud, mais Khartoum n'est pas disposé à leur donner les mêmes avantages qui réduiraient son influence. Aucun point de partage de pouvoir n'est résolu pour l'exécutif, le législatif, le judiciaire, les fonctionnaires, l'armée, la police, la sécurité etc.

*Pour la commission des **arrangements sécuritaires**, les choses ont été encore pires à cause de la profonde méfiance des Mouvements à l'égard du gouvernement. Ils ne croient ni que le gouvernement veuille, ni qu'il puisse négocier de bonne foi, ni qu'il tienne des accords signés.*

***D'après la médiation**, avant que des accords puissent intervenir, il faut relancer le cessez-le feu, avec des routes uniquement civiles et établir une cessation permanente des hostilités, qui inclurait le désarmement des milices janjawid et autres. [Relancer le cessez-le-feu demande que l'armée soudanaise s'arrête d'importer des armes au Darfour, faute de quoi les rebelles l'attaquent pour récupérer des armes]. Les négociations sont caractérisées par un niveau inadmissible d'inflexibilité des parties. Les mouvements considèrent les combats comme stratégiques ; pour eux les pourparlers de paix ne sont que tactiques.*

Les parties devraient comprendre que si elles retardent les progrès des négociations, elles feront l'objet de sanctions de la part du Conseil de Sécurité. Les partenaires internationaux jouent un rôle constructif. Il leur faudrait plus de cohésion et de coordination avec les médiateurs de l'Union Africaine. La situation financière des pourparlers est précaire.

Le 20 janvier, le Mouvement de Libération du Soudan (MLS) et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) fusionnèrent sous le nom d'Alliance des Forces Révolutionnaires du Soudan Occidental. C'est la faction Minni Minawi du SLM qui a signé et non la faction Abd el Wahib Nour, pour laquelle il s'agit d'une alliance entre les Zaghawa du Darfour et ceux du régime de Déby au Tchad.

Le Président slovène fait un lobbying intense pour la paix au Darfour.

Cour Pénale Internationale

Le FIDH a tenu une réunion à Khartoum avec l'OMCT, l'organisme officiel des Droits de l'homme, des représentants du ministère de la Justice et de l'Armée sur la Cour Pénale Internationale. Un représentant de l'armée s'est inquiété : pourquoi le viol est-il un crime de guerre ?

Dans son rapport aux NU, le procureur de la CPI explique qu'après avoir identifié des événements particulièrement graves, il a maintenant choisi un certain nombre de faits pour une enquête approfondie. Il n'a pas pu interroger des témoins à l'intérieur du Soudan mais a sélectionné 100 témoins potentiels à l'étranger.

Le tribunal de El Fasher est destiné à montrer l'inutilité de la CPI. C'est la prérogative de la Cour d'autoriser (ou non) l'UA, les NU et les ONG à assister aux séances. Le ministre de la justice reconnaît qu'il n'y a pas d'enquête en cours concernant des officiels de haut rang (Reuter 13 12 05).

Embargo sur les armes

Rapport au Conseil de sécurité Résumé

Deux Résolutions du Conseil de Sécurité ont prononcé un embargo sur les armes à destination du Darfour. Ce rapport examine leur application.

L'équipe a étudié 8 cas d'attaques :

Khor Abéché, attaque d'un village par des janjawid ; Shangil Tobayi et Abou Hamra, attaques de villages par l'armée ;

Al Malam, attaque de nomades par l'ALS « pour récupérer des chameaux volés » ;

Triangle Tawila/ Tabit/ Tarny Nord, attaques de villages par des janjawid et l'armée,

Sheiria, attaque de l'ALS contre l'armée. L'ALS tue des prisonniers de guerre ;

Aro Sharow, attaque d'un camp de déplacés par des janjawid ;

Tawila, attaque de la ville et du camp de déplacés de Dali par la police et l'armée ;

Tama, attaque par une milice.

L'augmentation des attaques depuis fin août 2005 est due, outre à la fin de la saison des pluies, aux intrigues au sein du Mouvement de Libération du Soudan (MLS) entre Abd el Wahab et Minni Minawi, et entre les deux Mouvements rebelles et le gouvernement soudanais autour des pourparlers de paix. Deux petits groupes rebelles le Mouvement National pour la Réforme et le Développement (NMRD) et le Commandement révolutionnaire de Campagne (FRC), attaquent les forces de l'Union Africaine pour être inclus dans les pourparlers de paix.

Tous les témoins remarquent la mobilisation des forces gouvernementales. Les recrues des milices reçoivent par mois, \$79 pour un homme à pied, \$117, s'il a une monture, £ 233 pour un bon officier. Les milices incluent des Tchadiens et de Libyens. Les enquêteurs des NU ont été harcelés et détenus à deux reprises par les renseignements militaires. Ils ont eu très peu de coopération de la part des officiels. L'armée gouvernementale se grossit de nombreuses unités venues du Sud depuis la paix et de police entraînée aux combats dite « police soldats », sous le contrôle tactique de l'armée. Le gouvernement soudanais utilise des véhicules sur lesquels sont fixées des mitrailleuses ainsi que des avions militaires peints en blanc, ce qui est la couleur de l'UA. Les aéroports de El Fasher et de Nyala sont fermés la nuit, interdits aux forces de l'UA et très actifs, ce qui suggère que le gouvernement reçoit des armes. Les munitions trouvées au Darfour viennent soit des usines Djihad, proches de Khartoum, - qui fabriquent des armes d'infanterie légère, des camions et des chars- soit de Chine). L'équipe a eu connaissance de 222 véhicules militaires chinois destinés au ministère de la Défense arrivés à Port-Soudan. Les personnes déplacées, commodément concentrées dans des camps où elles ne peuvent aider les rebelles, sont à la charge de la communauté internationale).

Les convois « administratifs » gouvernementaux ont été attaqués par l'ALS. Minawi dit recevoir toutes ses armes par ce biais. Mais la diaspora Zaghawa en Libye l'aide. Les rebelles tchadiens s'engagent dans des activités criminelles au Darfour et coopèrent avec les rebelles darfouris. Le manque de structures de commandement permet à des commandants rebelles de commettre des actes de banditisme et de violer l'accord du cessez-le-feu. L'Érythrée, la Libye et le Tchad fournissent des armes aux rebelles, que ce soit, pour les deux derniers pays, politique gouvernementale ou actions indépendantes d'officiels. L'ALPS leur en fournirait aussi. La Libye et la République Centrafricaine semblent être les pivots du trafic de petites armes et de la contrebande de bétail volé.

Des combats entre les deux factions MLS auraient eu lieu.

TCHAD

Guerre ou paix ?

Déjà Hisseine Habré puis Déby avaient conquis le pouvoir à N'Djamena depuis le Soudan. Dès 2003 le Soudan et le Tchad s'accusaient mutuellement de soutenir les rebelles l'un de l'autre. Le dilemme du tchadien Déby était qu'il appartient à la tribu Zaghawa, à cheval sur le Soudan et le Tchad, qui, du côté soudanais, en rébellion contre Khartoum. D'autre part, il a peur de son puissant voisin soudanais et doit au Président Béchir, qui lui a permis d'accéder au pouvoir, un renvoi d'ascenseur. Le Soudan ne croyait pas en sa bonne foi ; ses affiliés Zaghawa, avec ou sans son consentement, ont aidé les rebelles soudanais.

Les tensions se sont aggravées entre les deux pays, après l'attaque d'Adré, ville tchadienne, depuis le Soudan, le 18 décembre.

Parmi les nombreux rebelles tchadiens, citons l'**Alliance Nationale de Résistance** (ANR) qui était un mouvement d'opposition dirigé par deux cousins germains d'origine Tama, tribu en mauvais termes avec les Zaghawa. Mahamat Sileck était le chef politique et Mahamat Nour, le chef militaire. Mahamat Nour a fondé le **Rassemblement pour la Démocratie et la Liberté** (RDL) quand il a évincé son cousin, semble-t-il, avec l'aide des services de Sécurité soudanais qui l'ont arrêté. Ces services auraient voulu favoriser Mahamat Nour. Le RDL est responsable de l'attaque d'Adré avec l'aide de déserteurs de l'armée tchadienne.

Mahamat Nour aurait eu des propositions des services des Renseignements soudanais ; il aurait travaillé en collaboration avec le célèbre chef *janjawid* Musa Hilal, et aurait beaucoup contribué à affaiblir le Mouvement insurrectionnel pour la Justice et l'Égalité.

Le but du gouvernement soudanais serait « d'en finir avec les Zaghawa », d'où le plus important rebelle du Darfour, le Mouvement de Libération du Soudan, tire les cadres de sa branche armée. Or le Zaghawa le plus considérable est le Président Déby. Il lui faudrait apparemment en finir aussi avec lui, quoiqu'il soit en train de mourir de leucémie. Son seul soutien est dit-on Minni Minawi, chef d'une faction de l'Armée de Libération du Soudan.

La plupart des rebelles tchadiens se sont unis pour détrôner Déby sous le nom de FUC, Front Uni pour le Changement démocratique, et la présidence de Mahamat Nour. S'y sont joints dans une alliance de circonstance, les Zaghawa déserteurs de la garde présidentielle de Déby : ils auraient jugé Déby trop pro Soudanais. Tous occupent une zone tchadienne sur la frontière soudanaise, ce qui empêche les réfugiés du Darfour d'être secourus. *Human Rights Watch* rapporte que des milliers de civils tchadiens sont attaqués par des raids de *janjawid* Soudanais et Tchadiens, venus du Darfour, soutenus parfois par des hélicoptères de l'armée soudanaise, causant des dizaines de milliers de personnes déplacées.

Dès le 23 décembre, le Tchad déclarait être en état de belligérance avec le Soudan qui nie toute implication au Tchad. Le Tchad a demandé aux NU de mettre le Darfour sous mandat. La situation donne à l'armée soudanaise le prétexte de s'installer dans des zones tenues par les rebelles, contrairement aux accords de cessez-le-feu. Les tentatives de médiation de l'Union Africaine, de l'Égypte, de l'Organisation de la Conférence Islamique, de l'Éthiopie, étaient sans effet, jusqu'à ce que la Libye obtienne des promesses.

Dès le début de la guerre du Darfour qui déstabilise le Tchad, les relations franco-soudanaises se sont rafraîchies au grand dam de l'ambassade du Soudan à Paris dont les efforts, dont un placard dans le *Monde* et une conférence, se révèlent infructueux. La France s'opposerait à une prise de pouvoir au Tchad par les armes.

Sommet de l'Union Africaine

Pas de chance pour Béchir

Tout à Khartoum ne fut qu'ordre et beauté ; le long du Nil Bleu, les nouvelles villas présidentielles luxueuses construites par la société française Accor encadrant une grande piscine, réservée, présume-t-on, aux messieurs ; le service domestique assuré par des expatriés (pourquoi ?) ; les bords du Nil semés de gazon et de fleurs ; acheté en Tchécoslovaquie (?), un yacht à deux ponts, long de 36 mètres par 9,5, appelé el Qasr, le palais, pour emmener les invités au Friendship Hall, lieu du sommet. Dans un tel cadre qui aurait coûté plusieurs dizaines de millions de dollars (Reuter 17 01), comment imaginer qu'il existe des bidonvilles, la faim et la guerre hideuse ?

El Béchir était candidat à la présidence de l'Union ; la tradition voulait que l'hôte du Sommet soit élu. Mais l'an dernier la Libye accueillit le sommet : à cause d'opposition à Kadhafi le Nigérian garda la présidence. Donner la Présidence au Soudan était encore plus difficile, puisque ce pays aurait dû être juge et partie au Darfour tant pour les forces de l'Union Africaine que pour les pourparlers de paix. Aux problèmes du Darfour, s'ajoutent ceux au Sud, à l'Est. Avec le Tchad, c'est beaucoup. Pire encore, le Président soudanais risque d'être poursuivi par la Cour Pénale Internationale.

Le Président de la Commission de l'Union, Alpha Oumar Konaré, fit passer un message « l'Afrique est suffisamment marginalisée sur la scène internationale pour qu'on ne la mette pas davantage en danger » (JA). La communauté internationale fit savoir avec délicatesse qu'elle n'était pas favorable à cette candidature. Cinquante ONG africaines signèrent une pétition contre la présidence soudanaise. Le Président soudanais déclara, bien sûr, qu'il était engagé à la paix au Darfour. Le Soudan continua d'affirmer qu'il avait le soutien de l'Afrique de l'Est et du Nigeria, sans que ces pays le confirment. Il rejoignit l'*African Peer Review Mechanism* (APRM) dont l'objectif est de veiller à la bonne gouvernance dans les États Africains, droits de l'homme, démocratie, transparence etc., bref tout ce qui manque au Soudan. Preuve en est, seulement quelques heures après, les forces de Sécurité envahissaient un lieu où des organisations soudanaises et internationales de Droits de l'homme dont Amnesty, étaient réunies en marge du sommet, arrêtant 50 participants.

La veille de l'ouverture du Sommet, il apparaissait que de nombreux pays refusaient de soutenir la candidature d'un pays qui ridiculiserait les efforts de l'UA pour promouvoir droits de l'homme et démocratie. De plus les délégations rebelles lors des pourparlers de paix d'Abuja se retirèrent en attendant l'élection, prêtes à se retirer définitivement. N'ayant pas réussi en cinq heures à trancher le débat, il fut décidé de nommer un comité de cinq membres qui demanda à Béchir de retirer sa candidature. Ce qu'il fit. Le comité lui promit la présidence pour l'année suivante à condition de paix au Darfour et de relations positives avec le Tchad.

Le Soudan accusa les États-unis de sa défaite.

Le refus de Béchir est une grande victoire pour l'UA. Mais le choix du Président congolais Denis Sassou Nguesso n'est pas le meilleur. Il est venu deux fois au pouvoir par un coup d'État. Sassou n'a pas de relations internationales. Il est peu probable qu'il utilise son temps et ses ressources pétrolières, comme le fit le Nigérian Obansajano, pour l'UA. Il fut lourdement attaqué dans le livre *Noir Silence* de François Xavier Verschave.

Durant le sommet, les diplomates chinois ont amené une armée de fonctionnaires arabophones anglophones et francophones et multiplié les audiences avec les ministres africains pour parler affaires (JA 2351 p.45).

SAUVER LA PAIX A L'EST

International Crisis Group - Extraits résumés et traduits par VS

Le conflit entre le gouvernement et le Front Est risque de devenir une nouvelle guerre majeure si le Mouvement de Libération du Soudan (MLPS) se retire comme prévu de l'Est. La compétition pour remplir ce vide pourrait amener des troubles urbains, des représailles et pire. Cependant il existe aussi une chance de paix. En tant que partenaire du gouvernement d'Unité nationale, avec des troupes dans l'Est, le MLPS est en position de s'interposer dans un accord. Comme le Sud et le Darfour, l'Est souffre de marginalisation et de sous-développement. De plus il a subi des expropriations de terre. Usama bin Laden acheta à l'État les deux tiers des terres fertiles du delta du Gash, au grand dam de leurs propriétaires coutumiers. Le MLPS doit pousser à un cessez-le-feu provisoire et utiliser son influence sur Khartoum [?] pour obtenir des négociations sérieuses. Les NU, devraient faciliter le processus.

Le parti du Congrès National et la communauté internationale [surtout les Américains], supportent maintenant les conséquences d'avoir exclu d'autres participants des négociations avec le MLPS. On essaie de sauver la paix au Darfour par les négociations d'Abuja, mais on répète l'erreur en ignorant un autre baril de poudre.

L'économie est basée sur d'énormes fermes, irriguées ou pluviales, le port, les oléoducs, les routes et les voies ferrées. Les activités économiques profitent aux possesseurs des fermes et aux sociétés portuaires qui ne sont pas originaires de la région. Le seul État de la Mer Rouge est un des plus riches du Soudan, mais il a un des plus hauts niveaux de pauvreté. D'après une étude du PAM, le revenu par tête en 2004 était de 93 \$ par an. Pendant la sécheresse de 83-84, les Béja ont perdu 80% de leur bétail. Les niveaux de malnutrition et les taux de mortalité à l'Est sont plus élevés qu'au Darfour. La tuberculose y est très répandue.

Après le coup d'État de 1989, le régime emprisonna ou tua les opposants politiques, et lança un programme d'islamisation intensive, style régime islamiste. Il agressa la culture Béja, les Béja ne parlent pas arabe mais Tu-Bedawyet, engagea de force les jeunes gens dans les forces de défense populaire où ils se firent laver le cerveau. L'interdiction des partis politiques, donc du Congrès Béja, empêcha les mécontentements de voir le jour par un canal constitutionnel. Une déclaration du Président Béchir « Si les Béja veulent des concessions, ils devront se battre pour les avoir », poussa la population vers des stratégies radicales. Les activités militaires commencèrent en 1996.

Après s'être joints dans le Front Est aux Rashaida, les seuls vrais arabes du Soudan, les Béja cherchent à s'unir aussi aux deux tribus arabes Lahawahayn et Shukriya, aux Nubiens du Nord qui durent s'installer là lorsque leurs terres furent inondées par le lac du barrage de Nubie, et aux nombreux gens de l'Ouest qui travaillent dans la région, bien que ces derniers soient en grande compétition avec les Béja pour les travaux urbains peu payés.

Mirghani, président de l'Alliance Nationale Démocratique qui regroupait tous les partis opposés au régime, représentait aussi le Congrès Béja. Mais quand il voulut se réconcilier avec le gouvernement, les Béja, trouvant qu'il ne prenait pas à cœur leurs intérêts, s'en séparèrent.

Les gouvernements successifs à Khartoum avaient soutenu la guerre de libération de l'Érythrée contre l'Éthiopie. Comme l'Éthiopie de Mengistu autorisait les bases MLPS sur son territoire, le Soudan entraîna des islamistes érythréens. En représailles Asmara entraîna des Béja dissidents. Il abrita aussi l'Alliance Nationale démocratique. Depuis la paix, le gouvernement d'unité nationale, et surtout le risque de guerre contre l'Éthiopie, l'Érythrée améliore ses relations avec le Soudan. Cela ira-t-il jusqu'à abandonner le Front Est ?

Le gouvernement soudanais a plus de forces à l'Est qu'au Darfour.

Le 11 janvier, le second jour de la fête du mouton, 1200 soldats soudanais, appartenant peut-être à une milice, appuyés par quatre chars, ont menacé à Hamashkoreib de chasser l'ALPS de force. Les forces de maintien de la paix des NU sont intervenues. Les forces MLPS, les forces du Front Est et l'armée soudanaise formaient un triangle autour de la ville. A la requête des N.U. l'armée soudanaise s'est retirée. Hamashkoreib est une petite ville sensible. C'est le principal centre religieux musulman béja. Son islam n'a pas l'heur de plaire aux maîtres de Khartoum.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Février 2006 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

- **Les réfugiés soudanais au Caire.** Il y a 14 400 réfugiés soudanais enregistrés en Égypte. Depuis le 29 septembre, des centaines de réfugiés soudanais, le plus souvent venus du Sud, mais aussi du Darfour et de l'Est, campaient au Caire devant l'UNHCR. Certains demandaient que l'asile politique leur soit accordé, l'UNHCR ayant interrompu les enregistrements de Soudanais depuis juin, d'autres se plaignent d'abus de la part de leurs employeurs, d'autres encore de harcèlement par la police (Sudan Tribune 04 11). Il faut être enregistré à l'UNHCR pour solliciter un visa des États-unis, du Canada, d'Australie, de l'Union Européenne, but des réfugiés, mais qu'ils obtiennent fort rarement.

La *Sudan Human Rights Organisation (SHRO)*, branche du Caire, a écrit le 14 10 au Haut Commissaire aux réfugiés à Genève, soulignant que la décision d'interrompre les enregistrements de réfugiés venait probablement de la signature de la paix avec le Sud. Cette paix ne permet pas encore aux réfugiés de regagner le Sud-Soudan, et le pays aurait à faire face à une grave crise humanitaire si des millions de personnes retournaient au Sud sans que rien n'ait été prévu pour eux. Les réfugiés du Darfour et de l'Est Soudan sont toujours aussi frappés par la guerre. La SHRO rappelait les devoirs de l'UNHCR en terme de protection des réfugiés.

Le 12 novembre, les réfugiés campés devant l'UNHCR entamaient une grève de la faim après que cinq des leurs soient morts de besoin. Le 21 novembre l'UNHCR, Branche Égypte, disait que l'interruption des enregistrements était due au *sit-in*, ce qui est manifestement faux, et que la paix permet aux Sud Soudanais de rentrer ce qui l'est aussi (IRIN 21 11). L'UNHCR offrit alors de donner une assistance financière à qui veut rentrer au Soudan. Mais les réfugiés refusèrent l'arrangement. (AP 18 12). « Qui donnera une école à mes enfants au Sud Soudan ? » disaient-ils. Le camp ressemblait à une cour des miracles. Les gens dormaient sur des cartons, sous des couvertures sales, les enfants se lavaient dans la rigole des trottoirs, les adultes pas. Il y avait même une prison où des hommes étaient attachés à un arbre, tout cela dans le centre d'un terre-plein (AP 21 12). La nuit du 30 décembre, ces réfugiés qui, apparemment, ne voulaient pas monter dans des autobus amenés par la police pour les évacuer, au cri de : « ils veulent nous tuer », étaient attaqués par une mer de policiers égyptiens, utilisant canons à eau et matraques. Les coups de matraque, l'étouffement, firent au moins 156 morts, surtout des femmes des enfants des vieillards (Le Monde 8 9 01) et un nombre inconnu de blessés, la police continuant à les matraquer alors qu'elle les entraînait vers les autobus, souvent en marchant sur les gens, vieillards ou enfants, jetés à terre par la force des canons à eau (ST 30 12). Certains réfugiés se défendirent avec les bâtons qui soutenaient leurs tentes. Le lendemain on voyait des mares de sang tandis que des enfants recherchaient les débris abandonnés, montres etc. Le gouvernement a bien entendu rejeté la responsabilité des morts sur les réfugiés, parlant de leur fuite précipitée, ce qui est totalement faux selon un témoin d'*Associated Press*. La presse soudanaise s'est indignée, non seulement *Khartoum Monitor*, défenseur habituel des Sudistes, mais aussi, *Al-Ayam*, *Al Adwa*, *al Wahdah* (ST 31 12). Des organisations de société civile égyptienne manifestèrent en faveur des réfugiés. Les Nations Unies exprimèrent leur horreur (Sudan tribune). La responsabilité de l'UNHCR est lourde : elle aurait demandé la protection de la police et même l'évacuation du camp parce qu'elle avait reçu des menaces (AP 31 12) (AFP 03 01). Elle aurait dû connaître la brutalité de la police. Le peu de maîtrise de l'arabe et il faut bien dire leur couleur, rendent les réfugiés peu sympathiques aux Égyptiens. Dans les classes sociales les moins favorisées, ils sont en compétition avec les Égyptiens pour les rares boulots (VOA 31 12). Les réfugiés furent conduits dans trois camps en-dehors du Caire (Edicom 30 12, AP 31 12). L'accès en fut interdit, comme celui de la morgue du Caire. Les hôpitaux affirmaient tous qu'ils n'avaient aucun blessé soudanais (Le Monde 1 1). Ne les soigne-t-on donc pas ? Certains étaient réfugiés dans des églises. Des enfants ont disparu. Cécile Hennion, l'envoyée spéciale du Monde, a récupéré des kilos de documents personnels dans les lieux évacués qu'elle a remis à une église qui tente de regrouper les familles. Parmi les histoires que ces réfugiés racontent sur leur

départ du Soudan, l'un, infirmier avait organisé une collecte à Khartoum pour les sinistrés du Darfour. Il fut arrêté par la Sécurité, accusé de soutenir le Mouvement de Libération du Soudan et de collaborer avec l'Occident. Il fut torturé pendant 20 jours et quand il fut relâché il s'enfuit en Égypte. Un Nouer chrétien a été déplacé puis menacé de mort quand sa sœur fut enlevée par un haut gradé. Plus tard, la sécurité l'arrêta et le tortura affreusement. On le relâcha en lui interdisant de quitter Khartoum et d'entrer dans une église. On l'obligea à prendre un nom musulman et à verser une somme mensuelle aux guerriers de l'Islam (Le Monde (08/09 01).

L'Égypte avait émis l'intention de renvoyer « chez eux » quelque 645 Soudanais sans papiers (beaucoup les avaient perdu lors de l'attaque). Devant l'indignation internationale, elle a relâché 233 réfugiés soudanais et renoncé à en expulser. Le gouvernement du Sud-Soudan a condamné le massacre dans les termes les plus forts. Il a demandé, pour leur propre sécurité, au consulat d'Égypte à Juba de s'installer à Khartoum, aux Égyptiens habitant la région de la quitter, (Sudan tribune), à l'Égypte, une enquête et la punition des responsables (AFP 31 01). Il cite le nombre officiel de 27 tués et non celui de 156. Le gouvernement d'Unité nationale n'a officiellement rien dit.

- Le second rapport périodique du Commissariat des Droits de l'Homme des NU déclare « Les services de sécurité, les renseignements militaires et la police torturent d'office les suspects à Khartoum ». (Nous épargnons à nos lecteurs les autres horreurs rapportées). Il a fait cinq recommandations au Soudan :

- . Mettre un terme à la culture de l'impunité ;
- . Ôter aux Forces de Sécurité ses pouvoirs d'arrestation et de détention. Lui ôter ainsi qu'à la police et aux forces armées son impunité ;
- . Supprimer la marginalisation, permettre et faciliter l'assistance ;
- . Autoriser la société civile à fonctionner librement ;
- . Mettre en œuvre du comité pour la réforme de la loi selon les termes de la constitution ; etc. (NU 30 01).

- Béchir a refusé la visite du ministère de la défense danois à la suite des caricatures du prophète (ST 31 01).

- Un journaliste de *Sahafa* a été arrêté par les forces de sécurité pour avoir écrit que el Béchir ne se souciait ni des citoyens, ni des problèmes du pays. Le MLPS a pris fait et cause pour cet homme du Nord qui a été relâché (Reuter 31 12).

ILS ONT DIT

Béchir : « Notre priorité est d'éliminer la rébellion, tout hors la loi est notre cible... Nous utiliserons l'armée, la police, les *moudjahidin*, les cavaliers [*janjawid*] » (31 12 03). Il n'a jamais dit avoir changé d'avis.

Le doux et patient **Jan Pronk**, le 13 janvier : « Après trois ans de tueries et de nettoyage ethnique au Darfour, nous devons admettre que notre stratégie de paix a échoué. Tout ce que nous avons fait fut de ramasser les morceaux, agissant trop peu et trop tard. La responsabilité fondamentale repose sur les auteurs des crimes. Mais nous devrions faire plus pour les arrêter et mettre un terme à l'impunité ».

Kofi Annan a perdu patience le 14 janvier : « Le gouvernement soudanais doit maintenant accepter des troupes internationales sur son territoire pour apporter la paix à une région dévastée par une campagne de nettoyage ethnique qui a fait plus de 300 000 morts. ... Je cherche un mandat pour arrêter le carnage, le viol et le pillage. ... Le gouvernement soudanais a dit jusqu'à récemment qu'il n'accepterait que des troupes africaines. Mais nous sommes au-delà de cela ».

L'UA a dit au gouvernement soudanais « que si elle acceptait les troupes des NU, le Soudan n'aurait qu'à s'incliner ».

Mise en œuvre difficile de la paix

La colère de Salva Kiir, premier vice-Président du Soudan, fut suscitée par la mauvaise foi de Khartoum. Pour être conciliant il avait accepté que le MLPS n'ait ni le ministère du Pétrole, ni celui des Finances. Tout se passa alors comme si Béchir en avait déduit qu'il pouvait ne pas accorder d'importance à l'accord de paix. Salva Kiir aurait proposé un plan de paix avec le Darfour, Béchir n'en aurait tenu aucun compte. Avant le sommet africain il aurait demandé des renseignements sur ses tenants et aboutissants, on lui aurait répondu de ne pas s'en occuper – quitte à faire critiquer son manque d'implication par la presse aux ordres. Abyei n'est pas dans le Sud actuellement mais devra voter pour choisir s'il veut en faire partie. La délimitation de ses frontières a été faite par une commission internationale, il n'y a aucune application, ce qui met hors de lui Deng Alor, ministre au gouvernement central des Affaires présidentielles, un homme d'Abyei. Les autres commissions établies ne se sont jamais réunies, ce qui les empêche de prendre des décisions qui pourraient contrarier Béchir. Parmi elles, celles du pétrole. Béchir continue à ne pas donner sa véritable part au gouvernement du Sud-Soudan. D'autres commissions n'ont pas été créées, dont celle des frontières Nord Sud, qui sans mystères doivent reprendre les frontières du 01 01 56. Béchir en profite pour les modifier et allouer au Nord une partie du pétrole du Sud. N'ont pas non plus été créées, les Commissions des droits de l'homme, du Service national, de la propriété de la Terre, des droits des non musulmans à Khartoum, et la Commission électorale. L'armée soudanaise devait se retirer du Sud-Soudan Elle est très en retard sur les dates prévues.

Le réseau des ONG soudanaises regrette que dans les commissions existantes, la société civile ne soit pas représentée, que les membres soient des inconnus, et que peu d'informations filtrent. Ces naïfs croient apparemment qu'elles se réunissent.

La plus grande capacité de nuisance de Béchir : la réconciliation Sud/Sud : joie le 8 janvier 2006, sous la direction de Paolino Matiep, les SSDF qui regroupent 25 milices sudistes progouvernementales, acceptent de rejoindre l'ALPS. L'accord de paix prévoyait que ces milices devraient rejoindre soit l'Armée soudanaise, soit l'ALPS. Cet accord que Garang n'avait jamais atteint, ces miliciens s'étant unis au régime soudanais, plus par sentiment anti-Dinka et anti-Garang que par affection pour Khartoum, était un grand succès pour Salva. Il impliquait que le gouvernement du Sud-Soudan était maître chez lui. Il suscita donc la fureur de Béchir qui comptait bien garder des troupes lui obéissant en zone pétrolière, semer désordre et discorde au Sud, et plus que tout garder les zones pétrolières en cas de référendum d'autodétermination négatif du Sud. En effet, les miliciens sont des Sudistes et n'ont pas l'intention de quitter le Sud comme ils doivent le faire d'après l'accord de paix s'ils rejoignent l'armée soudanaise.

Béchir fit donc contacter immédiatement des officiers Nouer. « Vous n'êtes pas contents de nous ? On ne vous paie pas bien à la fin de chaque mois ? Vous voulez obéir à ces abominables Dinka etc. ». Tant et si bien que de très nombreux Nouer refusèrent la réconciliation sans

toutefois, semble-t-il, choisir l'armée soudanaise. L'ALPS devra-t-elle les chasser du Sud *manu militari* ? Ce ne serait facile à aucun point de vue. Les troupes des NU qui doivent surveiller le cessez-le-feu s'en occuperont-elles ? Nul ne sait.

Rébecca de Mabior, veuve de Garang et ministre des routes du Sud Soudan, invitée par Bush, déclara à l'université de Washington DC : « *Notre plus grand défi est malheureusement avec nos partenaires du Congrès National. Ils essaient de renégocier l'accord de paix, et de miner notre statut au sein du gouvernement d'unité nationale. En examinant les institutions gouvernementales, vous verrez que le CN a établi d'autres institutions parallèles à celles prévues au traité de paix. La plupart de ces institutions ... rappellent trop l'ancien régime avec lequel nous avons décidé d'en finir lors de la signature du traité de paix. En même temps nous devons déchiffrer les manquements du MLPS. Si le Nord continue, le Sud Soudan votera pour la séparation... Le Darfour, les Monts Nouba, le Nil Bleu Sud et l'Est suivront. Ce qui arrive au Darfour est inhumain et ne peut garder le pays uni....* ». Elle fait preuve d'une grande loyauté à l'égard de Salva Kiir.

Les Églises s'efforcent beaucoup de faire connaître l'accord de paix et de réussir la réconciliation. Elles ont établi une ONG à Juba qui s'active déjà.

Incidents

Accroc sérieux à la réconciliation, une force ALPS, dirigée par Peter Kong, a cherché à désarmer des unités SSDF, ce qui est contraire au traité de paix hors de procédures particulières. On ignore s'il s'agit de milices « réconciliées » ou non. Les Casques Bleus ne sont pas intervenus. Étaient-ils à proximité ? L'ALPS n'a pas fait de commentaires.

Au Sud-Soudan, des propositions de réconciliation ont rencontré des résistances. On craint qu'elles ne soient prématurées et que ressusciter des problèmes pénibles puisse faire plus de mal que de bien. Des douzaines de civils furent tués dans des conflits entre Zandé et Bor Dinka, dix-huit civils dans des conflits entre Dinka et Moru, quinze, entre Moru et Mbororo, le tout en Equatoria de l'ouest. Une réconciliation a eu lieu entre Zandé et Dinka.

Santé

Une épidémie de kala-Azar tue des milliers de gens (VOA 03 01). Des centaines d'autres personnes sont atteintes par une diarrhée mortelle à Yei (IRIN 07 02).

La force UN MIS

*Rapport du Secrétaire général des NU au Conseil de Sécurité
Extraits traduits et résumés par VS*

Le **gouvernement soudanais** reconnaît qu'UN MIS peut dédouaner les marchandises sans frais, mais lui demande d'engager un agent douanier à très hauts frais. Les délais à la douane sont énormes.

Le déploiement des forces de maintien de la paix est moins rapide que prévu, 4291 hommes mi décembre au lieu de 9880. Les retards dans la mobilisation d'aviation, d'unités de déminage et de matériel technique préoccupent.

L'armée soudanaise a nommé tous ses membres qui devront rejoindre les **Unités Jointes armée soudanaise/ALPS**, mais déployé seulement la moitié d'entre eux. L'ALPS a nommé 60% d'entre eux. [Il attend probablement des accords à ce propos avec les SSDF]. La méfiance et les vieux griefs entre les parties occasionnent des délais. Les relations sur le terrain s'améliorent.

UN MIS soutient les autorités du Nord et du Sud en matière de **désarmement, démobilisation et réintégration**. Deux cent quinze **officiers de police des NU** ont été déployés. Le nombre autorisé est sept cent quinze. Ils surveillent, conseillent et rapportent les activités de la police locale au Sud Soudan, les investigations criminelles et les réformes correctionnelles. La confiance existe.

La radio d'UN MIS est prête mais Khartoum ne lui a pas attribué de fréquence. UN MIS ne pourra rien diffuser sur le Darfour et l'Est. Par contre l'accord est conclu avec le gouvernement du Sud Soudan pour diffuser depuis Juba. Le mandat d'UN MIS comportant d'assister les parties à promouvoir une compréhension du processus de paix, il est regrettable qu'il n'ait pas le soutien de la Commission Jointe des Media.

Retours. En 2005 il y eut plus de 500 000 retours spontanés au Sud. Pour 2006 il en est prévu 680 000. Sept relais sont en construction. D'autres le seront quand la situation sécuritaire sera améliorée.

Droits de l'Homme. UN MIS a continué sa campagne de sensibilisation mais aucun progrès ne sera enregistré tant que la Sécurité Nationale aura des pouvoirs de détention arbitraire et jouira de l'immunité.

Déminage. Dans tout le Soudan 522 mines anti-char, 175000 UXO et 700 mines antipersonnel ont été détruites.

Armée de Résistance du Seigneur

*International Crisis Group
Extraits traduits et résumés par VS*

La rébellion brutale de l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS) ougandaise entre dans sa vingtième année sans que sa fin soit en vue. Le processus de paix au Soudan est interrompu quand l'ARS s'y est installée sans que le Conseil de Sécurité des NU n'intervienne ; les efforts de médiation se sont embourbés ; les mandats d'arrêt de la Cour Pénale Internationale contre Joseph Kony, le dirigeant de l'ARS et quatre de ses lieutenants, n'ont pas été exécutés. La Cour elle-même n'a aucun pouvoir pour le faire.

L'armée ougandaise a plus que 20 fois les forces de l'ARS en Ouganda, mais ses efforts pour combattre l'insurrection sont entravés par la corruption, une conduite contraire aux droits de l'homme, une mauvaise organisation et un manque d'équipement. Des rapports crédibles montrent que des éléments des renseignements militaires soudanais aident l'ARS.

Khartoum admet maintenant avoir donné un soutien logistique et un sanctuaire au Sud-Soudan à l'ARS du temps de la guerre, dans une campagne de déstabilisation contre les civils sudistes, mais affirme que la poursuite de cette assistance ne fait pas partie de la politique officielle. Des

gâcheurs de paix au parti National du Congrès qui exercent un plein contrôle sur les structures de Sécurité du nouveau gouvernement, sont hostiles à l'accord de paix et l'ARS est pour eux un outil tentant pour le faire échouer. Kony est installé à 100 kilomètres au nord de Juba ce qui indique que des éléments du gouvernement lui accordent toujours un sanctuaire. Des commandants ougandais ont affirmé à Crisis Group que les exigences de Khartoum veulent que l'armée ougandaise prévienne les Soudanais avant toute opération au nord d'une ligne rouge. Les militaires ougandais soupçonnent fortement que la notification permet aux supporters de l'ARS dans l'armée soudanaise de faire évacuer l'ARS avant l'attaque. Des interviews de Crisis Group avec des diplomates et des experts régionaux ajoutent beaucoup de crédit à cette accusation.

Selon un rapport de fin décembre du Secrétaire Général des NU au Conseil de Sécurité, l'ARS est beaucoup plus virulente, y compris contre les NU et les ONG. Les forces UN MIS manquent des capacités aériennes pour répondre aux activités de l'ARS. Le 5 février, pressé par l'armée ougandaise, Kony et quinze de ses hommes se seraient enfuis au Congo (AP 6 2).

Un tout premier crédit pour le Sud

L.O.I. n° 1159

La Banque mondiale se prépare à octroyer en mai 2006 un crédit de 213 millions \$ aux nouvelles autorités du Sud Soudan pour la réalisation de travaux d'infrastructures dans cette région. Sur ce crédit, 15 millions \$ iront à des travaux de maintenance de portions de routes déjà réparées par le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organisations internationales. La réhabilitation de 1 500 km de routes, afin qu'elles résistent à tous types de climat, se verra allouer 120 millions \$ tandis que 50 millions \$ serviront à améliorer les infrastructures de base (routes, eau, assainissement, électricité, etc.) dans onze villes du Sud Soudan (Juba, Wau, Malakal, Rumbek, Aweil, Warap, Yei, Yambio, Torit, Bor et Bentiu). Enfin, 28 millions \$ seront destinés à financer un appui aux institutions locales et à préparer de futurs projets dont les études de faisabilité, le design et l'élaboration des documents d'appel d'offres pour la réhabilitation des corridors routiers Nadapal/Juba et Keya/Rumbek. Ce financement de la Banque mondiale sera mis en œuvre en partenariat avec d'autres donateurs déjà actifs dans le secteur routier au Sud Soudan tels que l'United States Agency for International Development (Usaid) et le PAM. L'Usaid va appuyer la création d'une Roads Agency (RA) du Sud Soudan et recruter une entreprise de construction pour réaliser son programme de développement des infrastructures locales d'un montant de 50 millions \$. Les préparatifs de ce crédit de 213 millions \$ sont suivis au siège de la Banque mondiale à Washington par un expert en transport, George A. Banjo, en collaboration avec le Secrétariat for Physical Infrastructure and Town Planning du Sudan People's Libération Movement (SPLM) dirigé par Daniel Wani.

PETROLE ET ECONOMIE

En 1964, après la prise de Stanleyville, aujourd'hui Kisangani, par les troupes gouvernementales, les rebelles Simba s'enfuirent. Ils emportaient leur trésor estimé à un milliard \$, composé de lingots d'or et d'argent, de cassette de diamants, de métaux précieux de devises etc. Les Simba arrivèrent à Juba où ils furent reçus par le commandant de la place, el Béchir, aujourd'hui Président du Soudan. Il aida à transférer ces avoirs à la banque du Soudan. Un reçu fut remis. Le leader Simba, Gaston Soumialot, ne voulait pas que son trésor tombe dans les mains de Mobutu ou des Kabila. Avancé en âge, il autorisa des amis suisses à mettre sur pied une fondation destinée au développement social du Congo qui serait chargée de récupérer l'argent. Les paisibles valaisans se transformèrent en détectives. Ils retrouvèrent l'avocat qui avait le reçu, rencontrèrent Béchir et le Gouverneur de la Banque du Soudan. Ce dernier s'étonna et dit que tous les documents avaient été perdus dans un incendie. Les Suisses découvrirent que la Banque d'Angleterre avait à l'époque les doubles des opérations bancaires soudanaises. Le Soudan avait alors vendu de l'or pour 3 millions de Francs suisses à l'Union des Banques suisses. Le Soudan s'était donc attribué ces avoirs. Aujourd'hui il a miraculeusement retrouvé une enveloppe « Top secret. Gold from Congo ». Un comité interministériel aurait été constitué à Khartoum pour étudier cette délicate question. (Colette Braeckman. Digital-Congo 03 02).

- Selon le rapport des NU, « la croissance économique soudanaise a été stable et l'économie doit avoir une croissance de 8% en 2005. Les priorités principales pour le Soudan sont de se mettre d'accord sur une stratégie de diminution de la pauvreté et d'assurer la transparence dans le secteur pétrolier (45).

Les deux *trusts funds* multi donateurs (MDTF) devinrent opérationnels en juin 2005. Le fonds national, se concentre sur le Nord Soudan et Abyei, les Monts Nouba et le Nil Bleu Sud ; il est présidé par le gouvernement d'unité nationale. Le fonds du Sud-Soudan est administré par la Banque Mondiale et présidé par le gouvernement du Sud-Soudan. A la conférence des donateurs d'Oslo, le MDTF a reçu des engagements pour 500 millions de dollars jusqu'à 2007, en septembre le montant reçu pour 2005 était de 182 millions de dollars (46). Selon le FMI la croissance serait de 13,4% en 2006. (Reuter 13 12).

« En octobre 2005, le MDTF avait fourni les fonds initiaux pour soutenir le recensement soudanais, et pour des programmes en *capacity-building*, développement des communautés, état de droit, santé, éducation, eau, infrastructure y compris transport .L'engagement du gouvernement d'unité nationale et du gouvernement du Sud-Soudan de partager les frais aux deux tiers, est reflété dans ces programmes ».

- La société britannique White Nile qui veut piquer sa concession pétrolière à Total, annonce une perte de 304 039 (£ ?) (AFX 22 12). Bien que Salva Kiir ait dit à Total que ce dernier conservait tous ses droits, White Nile aurait fait faire des études sismiques pendant la seconde moitié de 2005 et s'apprêterait à forer des puits (Citywire 2212). Selon d'autres informations, le malaisien Pétronas aurait une participation dans l'affaire et s'apprêterait à faire des études sismiques et des forages dans la première moitié de 2006 (Business Times 13 12). Ce contrat ne semble pas avoir été soumis à la commission pétrolière.

La société pétrolière sud-africaine Petro Sa a signé une convention d'étude pour le bloc 14, situé surtout au Nord du Darfour sur les frontières libyenne et égyptienne. Elle s'intéresse maintenant au bloc 12A, sis immédiatement au sud du précédent que n'atteindrait pas la guerre civile. (L.O.I. 28 01). Avant qu'un éventuel partage des richesses n'autorise le Darfour à mettre le nez dans les contrats.

- Le ministre soudanais de l'énergie a déclaré que 76% de l'industrie pétrolière est dirigée par des cadres soudanais et que 100% des travaux publics nécessaires sont exécutés par des Soudanais. Sudan Tribune fait remarquer que, selon les observateurs, le CNPC et Pétronas recrutent surtout respectivement des Chinois et des Malaisiens (ST 15 12).

- Barrage de la quatrième cataracte (suite) L'armée occupe toujours les puits qui ont été saisis par les entrepreneurs chinois du barrage, pour les protéger des nomades. Ces derniers ont perdu beaucoup d'animaux de la soif, et leurs familles abandonnent la région en recherche d'eau. Une réunion de gens affectés par le barrage en décembre fut entourée de soldats armés de mitrailleuses. L'armée dévie les camions de plus de 75km ce qui augmente le prix des marchandises. Le conflit débuta quand le gouvernement, au lieu d'établir les personnes déplacées par le barrage, le long de ses rives, les installa en plein désert de la Bayouda (ST 12 12).

- La banque indienne Exim a signé un prêt de 350 millions de dollars au Soudan pour établir une centrale électrique de 500 MW de la société étatique indienne Bharat Heavy Electricals LTD. La centrale fonctionnera au pétrole brut. Le coût total sera de 500 millions de dollars. (PTI 23 01 LOI 19 11 05). L'Inde a aussi signé un contrat de 140 millions de dollars pour créer un réseau de transmission électrique (Reuter 26 12).

- Le Ministre des transports a signé avec une société Qatari pour 600 millions de dollars la construction de routes dans l'Ouest et le Sud Soudan : Nuhud/Um Kadada/ Al Daein/ Nyala/ Renk/ Malakal. (SUNA 28 12).

- Le Koweïtien MTC achète l'opérateur de téléphones mobiles Mobitel, dans lequel il avait déjà une participation de 39% pour 1,33 milliards de dollars (Dow Jones 06 02).

S O M M A I R E

Armés de patience et rongés d'impatience	
<i>Bételgeuse</i>	p. 1
Sommet de l'Union Africaine	p. 4
Darfour	p. 2
Système idéologique brutal	p. 2
Derniers jours des forces AMIS	p. 2
Pourparlers de paix	
<i>Briefing du médiateur</i>	p. 2
Embargo sur les armes	
<i>Rapport au Conseil de Sécurité</i>	p. 3
Cour Pénale Internationale	p. 3
Tchad : guerre ou paix	p. 3
Sud Soudan	p. 6
Mise en œuvre de la paix	p. 6
Crédit pour le Sud L.O.I.	p. 6
Rapport sur les forces UN MIS	p. 6
Armée de Résistance du Seigneur ICG	p. 7
Sauver la paix à l'Est ICG	p. 4
Droits de l'homme	p. 5
Pétrole et Économie	p. 8
Ils ont dit	p. 5